

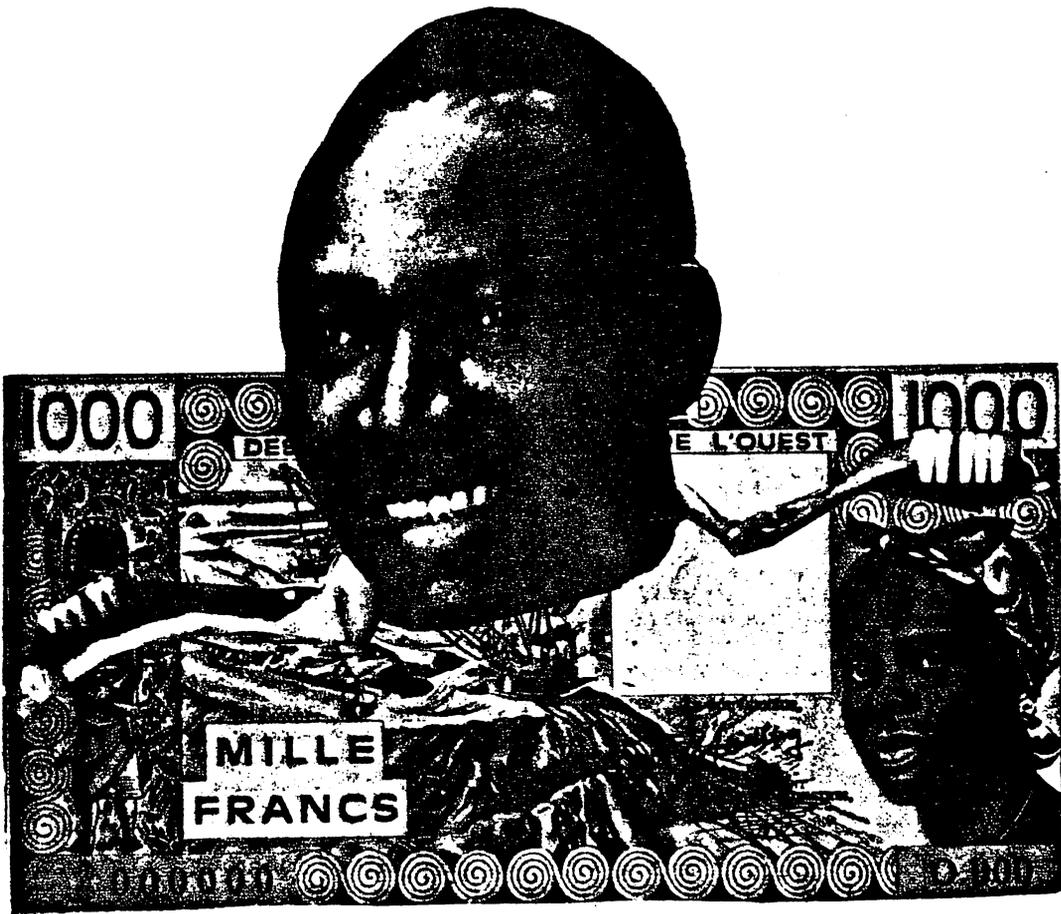
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 153 12 JUILLET 1986

PRIX : FRS



QUAND

LE CHEF

DES CORROMPUS PRETEND

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION !

SOMMAIRE
AU
VERSO

é d i t o r i a l

SOMMAIRE

Page 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Magouilles financières et corruption, un sous produit du capitalisme.

Pages 5, 6 et 7

- Tchad : Des ralliements mais les problèmes demeurent.

Page 8

- Sénégal : Apartheid et démagogie.

Page 9

- Le système capitaliste empêche l'humanité de bénéficier des progrès de la science.

Page 10

- Arap Moi : Le multipartisme n'est pas conforme à la " tradition africaine "

Page 11

- Le scandale du Carrefour du Développement.

A B O N N E M E N T

France : 1 an

- Pli ouvert : 55 Frs

- Pli fermé : 65 Frs

- Etranger : écrire au journal

A D R E S S E

DUFEAL COMBAT-OLVRIER
Pour le PAT B.P. 42-92114
Clichy Cedex

QUAND LE CHEF DES CORROMPUS PRETEND COMBATTRE LA CORRUPTION

Un récent message de Moussa Traoré envoyé à toutes les sections de son parti unique, l'Union Démocratique du Peuple Malien a fait, paraît-il, l'effet d'une véritable bombe.

Dans son message, Moussa Traoré en avait appelé à la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite Il aurait été submergé par le nombre de lettres, où les adhérents de son parti mettaient en cause les dignitaires du régime.

Moussa Traoré n'avait évidemment pas besoin de ce monceau de lettres, pour être au courant de l'étendue de la corruption. Et quant aux "enrichissements", illicites ou pas mais rapides, dans un pays où la majorité végète dans la misère, il suffisait qu'il regarde dans son entourage.

Alors, a-t-il voulu faire un simple geste démagogique, sans vouloir déclencher tout ce tintamarre à l'intérieur de son parti ? C'est possible. Comme il est encore possible que cette envie subite de "lutter contre la corruption" prépare l'élimination d'un certain nombre de hauts dignitaires en qui il craint des rivaux. C'est déjà avec l'accusation de corruption et de détournement des deniers publics que Tiécoro Bagayoko, Samba Sissoko, Kissima Doukara et Karim Dembélé ont été déchus et condamnés il y a quelques années. Assurément, ce n'était pas qu'un prétexte: les quatre dignitaires déchus ont amplement mérité l'accusation. Mais comme le disait à l'époque l'un d'entre eux: Mariam Traoré, l'épouse du chef d'Etat, aurait du être, elle aussi, sur le banc des accusés, avec exactement le même chef d'accusation !

Mais que Moussa Traoré se contente de jeter dans la poubelle toutes les lettres de protestation contre la corruption et que l'affaire s'arrête là; ou, au contraire, qu'il utilise les dénonciations dans un éventuel procès contre des dignitaires qu'il veut éliminer, rien ne changera quant à la corruption.

Tout l'Etat est corrompu, et de haut en bas. Le Mali, comme tous les pays pauvres, est trop pauvre, sa bourgeoisie est trop faible, pour pouvoir disposer d'un appareil d'Etat pas trop corrompu, c'est à dire un peu plus à la disposition des intérêts généraux de la bourgeoisie, qu'à la disposition de ses intérêts particuliers.

Alors, tout le monde se vend. Les hauts dignitaires, chèrement; qui en se faisant payer pour tel ou tel service rendu, qui en protégeant en permanence tel magasin privé, telle compagnie de camions privés, qui enfin en représentant les intérêts de groupes capitalistes étrangers, qui en détournant vers des officines privées, fonctionnant avec des prêts noms, l'argent de l'Etat. Et les fonctionnaires subalternes se vendent, plus petitement, souvent d'ailleurs tout simplement parce que, pendant des mois, l'Etat "oublie" de les payer.

Ce sont évidemment les plus pauvres qui souffrent le plus du système, ceux qui n'ont aucune protection, ni celle de l'argent, ni celle des relations, ni celle de l'autorité. En fin de compte, c'est sur leur dos que fonctionne tout ce système, car le riche, même lorsqu'il faut qu'il graisse la patte d'un haut fonctionnaire, il y trouve son profit et c'est ensemble, "protégé" et "protecteur", qu'ils se retournent contre le paysan pauvre, contre le travailleur. Mais pour ces derniers, la moindre formalité, chercher un mandat à la poste, retirer sa carte d'identité, son passeport ou un visa de sortie, tout cela coûte de l'argent. Comme en coûte bien souvent le simple malheur de rencontrer un policier, un douanier qui rançonnent, ouvertement, et sans même le moindre prétexte.

Même un Traoré tout à fait de bonne foi ne pourrait mettre fin, d'en haut, à la corruption. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que Traoré et son entourage vivent trop de la corruption pour qu'ils puissent être de bonne foi. Pour combattre la corruption, il faudrait que ceux qui en souffrent le plus, la population pauvre, les ouvriers, les chômeurs, les paysans, eux qui sont bien placés, pour les subir en permanence pour savoir qui sont les corrompus, aient les moyens de les mettre hors d'état de nuire. Ce n'est évidemment pas sur Moussa Traoré, ni sur l'Etat, qu'on pourrait compter pour les leur donner.

Alors, oui, Etat et corruption sont tellement intimement mêlés, que pour les démêler, il faudrait démolir l'Etat. Et pour empêcher les "enrichissements illicites", ou ceux qui, tout à fait licites, se font cependant avec la peau et avec la vie des pauvres, il faudrait que les pauvres, les ouvriers, les paysans, exercent eux-mêmes le pouvoir d'Etat; qu'ils ne laissent pas à des fonctionnaires, à un appareil incontrôlé, le monopole de la force et des armes. Car c'est ce monopole qui leur donne les moyens de rançonner la population.

Et puis, au-delà, il faudra que la misère soit vaincue. Car la misère engendre la corruption, comme la corruption aggrave la misère des plus pauvres. Mais cela demande autre chose, cela demande que l'ordre capitaliste soit démoli à l'échelle du monde, et qu'on repartage également les richesses dont la planète regorge. Autant dire que combattre la corruption, sincèrement et jusqu'au bout, n'est pas possible sans combattre pour la révolution prolétarienne.



MAGOUILLES FINANCIERES ET CORRUPTION, UN SOUS-PRODUIT DU CAPITALISME

Une vaste campagne de dénigrement envers deux journaux français proches du Parti Socialiste s'est développée dernièrement en Côte d'Ivoire à la suite de la publication d'articles jugés "injurieux, calomnieux et diffamatoires" envers le dictateur Houphouët Boigny.

De quoi s'agit-il? Selon les deux journaux, Houphouët, à travers la caisse de stabilisation des prix du café, cacao et coton, se fait des sommes assez rondelettes sur le dos des paysans. Cette année, il se retrouvera, par exemple, avec près de 370 milliards de francs CFA car, précisent ces journaux, "aucun texte, aucune loi ne régit cette caisse de stabilisation, directement placée sous l'autorité de Félix Houphouët Boigny".

Houphouët, fâché, a même porté plainte avant de la retirer. La vérité blesse. Les deux journaux dénoncent également les détournements d'argent par les fonctionnaires de l'Etat, la corruption qui sévit à tous les niveaux de l'administration etc...

Ces pratiques scandaleuses ne sont pas nouvelles en Côte d'Ivoire. Par exemple, au début de l'an dernier, Emmanuel Dioulo, maire d'Abidjan et homme d'affaires, a extorqué à la BNDA, banque d'Etat, une somme chiffrée entre 19 et 30 milliards de F CFA. Houphouët a étouffé l'affaire, Dioulo ayant menacé d'éclabousser la famille du président si ce dernier s'attaquait à lui.

Les magouilles financières, la corruption, les détournements de fonds sont un sous-produit de ce système capitaliste, un système où un nombre infime de riches exploitent, oppriment des millions de pauvres; un système où ceux qui possèdent de grosses fortunes ont tout et font subir leur loi à la grande majorité des gens qui eux n'ont rien.

Tous les hôtels de luxe frappés x étoiles érigés sur le quartier Haut-Plateau à Abidjan, n'appartiennent évidemment pas aux habitants de Treichville ou d'AboboGare. Ce ne sont certainement pas eux qui dorment là dedans. Ces hôtels de luxe, ces résidences somptueuses, souvent avec piscine, appartiennent au capital international, c'est-à-dire aux riches hommes d'affaires français, américains, allemands etc...ils représentent leur pied à terre ou leur résidence secondaire en Côte d'Ivoire.

Ces gens-là magouillent, détournent ou corrompent mille fois plus que les Houphouët et compagnie. Ils savent comment s'y prendre avec les dictateurs africains, leurs sous-fifres, et les hauts fonctionnaires locaux, pour arracher dans les pays africains des marchés juteux. Et ils s'y connaissent, ils sont habitués aux sales coups, aux coups bas pour justement obtenir ces marchés.

C'est ce monde pourri là qu'il faut balayer du globe, y compris avec leurs valets, leurs collaborateurs. ET cela n'est possible que si cette société injuste basée sur l'exploitation et le profit est détruite à jamais par les exploités, les opprimés et les pauvres de la planète.

MALI : UN PREMIER MINISTRE SANS POUVOIR

Le général Moussa Traoré a récemment remanié son gouvernement. Il a renvoyé six de ses ministres pour faire place à huit autres. Parmi les partants, il y avait Amadou Baba Diara et Alioune Blondin qui détenait le poste de ministre des affaires étrangères. La nouveauté de ce gouvernement, ce n'est pas dans la politique qu'il mènera, car celle-ci sera toujours la même tant que ce sont les Traoré et autres Dembélé qui dirigent le pays. La seule chose nouvelle, c'est qu'il y a un premier ministre et une femme dans le gouvernement.

Mais la nomination de Mamadou Dembélé au poste de premier ministre et de Sékou Ly au ministère de la Défense n'ôte rien au pouvoir du général Moussa Traoré car depuis les événements de 1978 -date à laquelle il a écarté ses rivaux les plus dangereux comme Karim Dembélé, Tiécoro Bakayoko- il détient tous les postes clés du pays. Ainsi, il était en même temps Président, chef du gouvernement et ministre de la Défense.

Maintenant, il cède la Défense à un de ses complices à côté d'un premier ministre sans réel pouvoir puisqu'il reste toujours chef du gouvernement. S'il a éprouvé le besoin d'avoir un premier ministre, c'est peut-être qu'il veut passer pour un démocrate. Mais, il l'a fait en étant prudent. Il a remanié le gouvernement en écartant ceux qui pourraient lui porter ombrage et il a mis à ses côtés un premier ministre qu'il a neutralisé en ne lui attribuant aucun pouvoir réel. Il n'a pas voulu prendre le risque d'avoir affaire à un premier ministre influent, car un tel ministre pourrait se révéler une forte personnalité. Et, qui sait, un Président peut en cacher un autre.

TCHAD : DES RALLIEMENTS MAIS LES PROBLEMES DEMEURENT

Au cours d'une récente conférence de presse organisée à Paris, le colonel Kamougué, vice-président du Gouvernement d'Union Nationale de Transition -GUNT- a annoncé sa démission de cette organisation politico-militaire dirigée par Goukouni. Il a, par ailleurs, précisé qu'il ne quitte pas un camp (celui de Goukouni) pour rejoindre un autre (Habré).

On sait depuis longtemps que le GUNT, moribond, n'existe que de nom. Il n'en reste que le cadre juridique hérité des accords de Lagos. La démission de Kamougué consacre un état de fait. Le véritable problème est peut-être ailleurs. Cette démission, veut-elle signifier un rapprochement avec le régime de N'djaména, c'est-à-dire l'amorce d'un début de processus de ralliement? Bien malin qui le saura. En tout cas, tous ceux qui sont derrière Kamougué, ou les sympathisants qui croyaient que ce dernier et le GUNT combattaient la dictature de Habré pour y mettre fin, ont de quoi être déçus.

Même si Kamougué fait pour l'instant mine de se tenir en dehors des camps, sa démission du GUNT constitue une grosse ouverture pour lui vers N'djaména. Kamougué qui ne représente plus grand-chose par rapport à l'audience qu'il avait dans le sud du Tchad, homme de paille aimant la belle vie et le luxe, a certainement dû faire le calcul suivant avant de démissionner: Goukouni n'est pas assez fort

militairement pour l'emporter sur Habré. Celui-ci a l'air de se maintenir au pouvoir, de renforcer son régime grâce à l'appui militaire et financier de l'impérialisme français. Tout compte fait, il y a beaucoup plus à gagner du côté de Habré que de Goukouni.

La démission de Kamougué est évidemment utilisée par le gouvernement tchadien. Surtout vers l'extérieur, vers l'opinion publique des puissances impérialistes protectrices, auprès desquelles le régime veut se présenter comme un régime crédible, capable de stabiliser la situation au Tchad en ralliant progressivement toutes les organisations d'opposition.

Voilà donc l'homme qui, dans l'opinion publique à l'extérieur, passait pour un des principaux, sinon le principal dirigeant d'un Sud en état de rébellion endémique, qui, après avoir rompu avec l'opposition armée de Goukouni, est en train de faire des ouvertures pour le ralliement ! Et "InfoTchad" - l'organe d'information du gouvernement - d'écrire dans son numéro du 20 juin: "Le colonel Kamougué doit pousser plus loin sa décision en rentrant au Tchad, pour apporter sa contribution"

L'avenir dira si un ralliement éventuel de Kamougué sera vraiment utile pour Hissène Habré pour l'usage vers l'extérieur, et s'il est prêt à le payer d'un certain prix.

Mais il est douteux que cela change grand chose sur le terrain. Pas seulement en raison de la personnalité même de Kamougué, passablement déconsidéré déjà dans le Sud, et sans grande autorité sur les groupes codos.

Mais Kamougué rallié ou pas, il reste que le comportement des troupes de Hissène Habré sur le terrain, la répression, ont toutes les chances de continuer à alimenter les groupes codos de nouvelles recrues. Et puis, au-delà des raisons politiques, il y a des raisons économiques, sociales, bien plus profondes.

Faire partie d'un groupe armé, est, pour nombre de ceux qui en font partie justement, une garantie de survie. Bien des villages, déjà pauvres avant, sont depuis plusieurs années périodiquement dévastés, pillés, tantôt par des troupes gouvernementales, tantôt par des groupes codos. La vie, de tout temps très dure pour les paysans, y devient invivable. Il n'y a vraiment pas de quoi convaincre l'ancien paysan devenu codo qu'il peut, de nouveau, redevenir paysan, et survivre à peu près.

Pour bien de pauvres du Nord, faire partie des troupes de Habré, est une sorte de promotion sociale, l'assurance d'une vie moins pénible. Toute proportion gardée, les troupes codos offrent le même avantage à des paysans des zones les plus dévastées du Sud. La pauvreté, la misère, voilà ce qui transforme bien des paysans, les uns en mercenaires des bandes armées du gouvernement, les autres en mercenaires de bandes armées rivales aujourd'hui dans l'opposition. Ce n'est pas pour rien que le seul moyen que le gouvernement ait trouvé jusqu'à présent pour se rallier tel ou tel groupe de codo, c'est de l'intégrer dans l'armée officielle. Mais évidemment, même si tous les groupes codos l'acceptaient, ce qui n'est certainement pas le cas, les possibilités d'offre du gouvernement dans ce domaine sont limitées, ne serait-ce que parce que les troupes nordistes ne verraient pas la chose d'un bon oeil.

Alors, Habré n'en a pas fini avec la guerre larvée dans le Sud. Mais malheureusement, si une pacification sous l'égide de Habré n'amènerait rien pour les pauvres du Tchad, la perpétuation de cette guerre larvée, où aucun des protagonistes ne représente les pauvres et leurs intérêts, n'en amène pas non plus.

TCHAD : STOCKAGE DE PRODUITS ALORS QUE TOUT MANQUE

Le Tchad, un des pays les plus pauvres du monde, et de surcroît ruiné par plusieurs années de guerre ainsi que par de multiples détournements de fonds, dispose des stocks de certains produits locaux qui attendent d'être écoulés... faute de consommateurs.

Cela peut paraître surprenant, mais c'est ce que montrent les exemples suivants : à Moundou, ville "industrielle" du Sud, l'Huilerie n'arrive pas à écouler ses 3.600.000 litres ; les Brasseries du Logone, à la suite d'une mévente, ont baissé leur production journalière de 12.000 cartons à 8.000. Cela a entraîné une fermeture provisoire de certaines usines et un ralentissement de la production des autres usines (de ces Brasseries) alors qu'avec son équipement, sa technicité, cette société pourrait produire d'ailleurs des produits alimentaires autrement plus indispensables que de la bière A Sarh, autre ville du Sud, la Société Textile du Tchad a vendu seulement 9 millions de mètres de tissus au lieu des 12 millions escomptés.

Ces problèmes seraient dûs à la fraude et à la contrebande qui introduit sur le marché tchadien des produits "étrangers" à bas prix. Cette contrebande, selon "InfoTchad", touche également "le sucre fabriqué sur place qui se vend plus cher que celui importé des pays voisins". Contre cette situation, le ministre de l'Economie a réagi en décidant de saisir tous les produits de contrebande.

Dans un pays comme le Tchad, où tous les besoins élémentaires de la majorité de la population sont loin d'être satisfaits, il est absurde que le peu de productions locales ne soient pas utilisées pour satisfaire certains besoins. Mais le système capitaliste ne connaît qu'une logique, celle du profit. Un pauvre peut mourir de faim à côté d'un grand stock d'aliments s'il n'a pas d'argent pour en acheter. Et c'est ainsi que des milliers d'affamés meurent chaque jour, victimes de cette logique implacable des capitalistes.

Alors, au Tchad, que sur le marché les autorités saisissent des produits de contrebande ou non, les pauvres ne peuvent pas consommer les produits de fabrication locale parce qu'ils sont de toute façon chers. Et s'il n'y a pas de consommation, il n'y a évidemment pas de vente. Les entreprises capitalistes ne produisant que dans le seul but de vendre et de faire des profits, connaissent des difficultés économiques entraînant des licenciements et une réduction de la production.

Il n'y a pas longtemps, la Somiex, une entreprise de Ndjaména qui fabrique des charrues n'a pas hésité à licencier parce que la charrue ne se vend pas. Celle-ci coûte cher et la plupart des paysans sont obligés de se contenter de leurs houes traditionnelles. Ce genre de contradictions révoltantes n'est pas le fruit d'un hasard mais le résultat de la manière dont la société capitaliste est organisée.

Si la société était organisée en vue de satisfaire les besoins de l'humanité et non en vue de réaliser des profits comme cela est le cas dans la société actuelle, il ne suffirait même pas de multiplier par mille la production locale du Tchad pour satisfaire les populations, il faudrait encore faire des importations importantes de toutes sortes de biens dont celles-ci ont besoin.

Cet exemple de la production capitaliste dans un pays pauvre met à nu le fait que pour les capitalistes, seuls sont pris en compte les consommateurs qui ont un pouvoir d'achat. Les autres n'existent pas. Existe-t-il sur cette planète un seul pauvre sans argent et c'est un homme de trop pour eux. Il n'a pas le droit de vivre, de se nourrir.

Alors, les millions de pauvres, des exploités d'Afrique et de ce monde n'ont rien à attendre de cette société. Ils ne pourront commencer à manger à leur faim, à exister, à vivre décemment que s'ils auront détruit ce système capitaliste à l'échelle du monde -afin de construire une société dont la seule raison d'être serait de satisfaire tous les besoins de l'humanité.

SENEGAL : APARTHEID ET DEMAGOGIE

Les 14 et 15 juin dernier ont eu lieu à Dakar les journées mondiales des villes jumelées présidées par Abdou Diouf et en présence de Danièle Mitterrand et Pierre Mauroy ainsi que les maires des autres villes d'Afrique et d'Europe.

Tous ceux qui ont pris la parole ont unanimement dénoncé l'apartheid. De toute façon cela ne leur coûte pas cher de jouer à la comédie en tenant des propos démagogiques sur l'apartheid.

Tous ces messieurs et dames du beau monde, s'ils se donnent ce joli rôle de s'élever contre l'apartheid devant des milliers de gens, c'est parce que, en Afrique du Sud, les populations noires relèvent la tête, se battent pour ne plus accepter leurs conditions de vie. Et si le mouvement retombait, ces messieurs et dames se tairaient également.

Ainsi tout ce grand tapage fait autour de l'apartheid est un peu démagogique. Le régime, à travers cette grande manifestation, cherche à se faire de la publicité; il cherche à apparaître aux yeux des populations sénégalaises comme le défenseur des opprimés; il cherche à braquer l'attention de ces populations sur la violence en Afrique du Sud envers les noirs pour mieux leur faire oublier les difficultés qu'elles vivent au Sénégal même.

L'interpellation à Dakar en septembre 1985 des organisateurs de le "marche contre l'apartheid", l'emprisonnement d'un certain nombre d'indépendantistes casamançais qui croupissent toujours dans les prisons montrent bien cela. Ce régime sait qu'il y a un temps pour jouer à la comédie de la démocratie parlementaire et un autre pour réprimer ceux qui osent contester la politique réactionnaire de Diouf.

Le gouvernement sénégalais n'a pas toléré une manifestation dont le but était pourtant la condamnation du régime ségrégationniste et le soutien aux millions de noirs en lutte pour leur dignité et la liberté. Parce que si aujourd'hui il laisse une telle manifestation se dérouler en dehors de son contrôle, demain ce genre de manifestation peut se retourner contre lui. Le gouvernement ne veut pas donner aux gens le goût et l'habitude de prendre eux-mêmes des initiatives même si celles-ci, pour le moment, ne mettent pas en cause le régime en place.

Parce que, à la longue, les gens peuvent manifester dans la rue non seulement contre ce qui se passe ailleurs mais aussi contre ce qui ne va pas chez eux-mêmes. C'est à dire s'en prendre au régime en place. Et c'est cela surtout que les dirigeants sénégalais craignent.

C'est là le problème, car même au Sénégal où les gouvernants permettent, dans une certaine limite, l'existence de plusieurs organisations politiques, le régime reste une dictature comme dans la plupart des pays africains. Il n'hésite pas à recourir à la force brutale pour faire taire les opposants, montrant ainsi sa vraie nature répressive.

LE SYSTEME CAPITALISTE EMPECHE L'HUMANITE
DE BENEFICIER DES PROGRES DE LA SCIENCE.

Un institut de recherche vient de mettre au point, aux Etats-Unis, un vaccin contre le paludisme. Actuellement on est au stade de l'expérimentation sur l'homme. Très bientôt, si les résultats des dernières expériences sont concluants, ce vaccin va être commercialisé.

Les grandes firmes pharmaceutiques sont déjà à l'affût, pour s'accaparer le marché juteux que représenterait la commercialisation de ce vaccin. Plus de 2,5 milliards de personnes sont concernées par le paludisme, car elles vivent dans des régions infectées par la fameuse anophèle (moustique femelle qui véhicule les germes du paludisme).

Selon les estimations des organismes internationaux, près de deux millions de personnes meurent chaque année de cette maladie. Alors est-ce dire que la découverte du vaccin serait un bienfait pour ces millions de personnes constamment menacées par cette maladie ? Ce n'est pas sûr si elles n'ont pas d'argent.

Ces millions de personnes vont continuer à mourir car même si ce vaccin existe, il faudra le payer. Dans ce monde capitaliste, les progrès de la science ne servent pas à satisfaire les besoins des hommes mais à réaliser des profits. Autrement cela fait longtemps qu'on aurait par exemple enrayé la famine de cette terre.

La société dans son ensemble produit ou a la capacité de produire suffisamment pour satisfaire les besoins de l'humanité. Seulement les capitalistes préfèrent jeter le "surplus" qu'ils n'arrivent pas à vendre pour ne pas casser les prix sur le marché ou licencier les ouvriers pour faire baisser la production tout en augmentant les profits.

Ainsi pendant qu'on jette ou brûle le surplus ici, on crève de faim dans d'autres régions. Tout simplement parce que ceux qui crèvent de faim n'ont pas les moyens pour payer leur nourriture. Alors ils n'intéressent pas les capitalistes. Ils ne sont pas "solvables" comme on dit dans la langue des bourgeois. Pour les médicaments comme pour les vaccins, c'est pareil.

Avec les progrès de la médecine, on peut guérir de nombreuses maladies. Pourtant rien que la diarrhée qui n'est pas une maladie inconnue, tue chaque année des centaines de milliers d'enfants. L'obstacle à l'amélioration des conditions d'existence de l'humanité dans son ensemble, n'est absolument pas le retard de la technologie l'absence des moyens.

Le grand obstacle c'est le profit. Et tant que les exploités et les opprimés de cette terre ne mettront pas fin à cette société basée sur l'injustice et l'inégalité, on ne verra pas de véritables changements.

ARAP MOI : LE MULTIPARTISME N'EST PAS CONFORME A LA "TRADITION AFRICAINE"

En Afrique, il est de bon ton pour les dirigeants de refuser, au nom de la tradition, tout ce qui ne les arrange pas. Ainsi, en juin dernier, le Président du Kényan Arap Moi a déclaré, selon l'AFP, que " le multipartisme est une idéologie d'origine étrangère inadéquate pour l'Afrique et que les appels en faveur de la multiplicité des partis au Kényan visaient à créer la confusion et le chaos."

Par cette déclaration, le dictateur kényan n'a fait que résumer l'opinion commune de tous les dictateurs africains qui installent partout en Afrique (sauf quelques exceptions) des partis uniques. Par démagogie, ils se réfèrent aux "valeurs africaines" ou à la "tradition africaine" pour rejeter tout ce qui pourrait remettre en cause leur pouvoir personnel et leurs intérêts égoïstes. Si le multipartisme n'est pas conforme à la "tradition africaine", la dictature l'est-elle ?

Pendant la période coloniale, que nous sachions, aucun africain n'avait refusé la liberté d'association, la liberté de presse, etc...au nom de la fameuse "tradition africaine". Au contraire, tous les africains qui luttèrent pour l'indépendance, revendiquaient toutes ces libertés. Et quelques années avant l'indépendance, quand le colonialisme avait accordé quelques libertés démocratiques d'ailleurs très limitées, de multiples partis et syndicats étaient créés partout en Afrique.

Loin de poser un problème quelconque -en tout cas pas aux africains- la multiplicité de ces associations avait largement contribué à exprimer une diversité d'idées et de débats politiques qui animaient l'Afrique à la veille des indépendances. Certains de nos dictateurs tels que Houphouët Boigny et Jomo Kenyata (prédécesseur de Arap Moi) avaient directement bénéficié de cette situation relativement démocratique avant l'indépendance.

A cette époque, ils n'avaient pas encore découvert que le multipartisme était incompatible aux valeurs traditionnelles africaines. D'ailleurs au début de l'indépendance, il existait encore dans tous les pays africains (devenus indépendants) plusieurs partis. Mais très rapidement, les dictateurs ont interdit tous les partis autres que le leur. Partout en Afrique sont installées la dictature, la violence et la torture.

Depuis qu'ils sont au pouvoir, tous les moyens sont bons pour défendre leur régime répressif. Il est évident qu'ils ne vont pas accorder d'eux-mêmes les libertés démocratiques.

Si les exploités, les pauvres d'Afrique veulent avoir le droit de s'associer librement pour défendre leurs intérêts, ils ne peuvent arracher ce droit que par la lutte.

Car il faut se rappeler qu'avant l'indépendance, c'était également sous la pression de la lutte des masses africaines que le colonisateur avait lâché quelques libertés démocratiques.

CARREFOUR DU DEVELOPPEMENT : UN SCANDALE QUI EN CACHE BIEN D'AUTRES

Depuis quelques jours, le scandale financier du "Carrefour du Développement" est à la une de la presse française.

Yves Chalier, chef de cabinet de l'exministre de la coopération Christian Nucci est accusé d'avoir détourné environ 20 millions sur les 81 millions qui devaient servir entre autres à organiser le sommet franco-africain du décembre 1984 à Bujumbura.

Un gouvernement de gauche, tout comme un gouvernement de droite, n'est pas à l'abri de ce genre de scandale. En deux mots, pour préparer et organiser le sommet de Bujumbura, on a créé l'association Carrefour du Développement avec des fonds spéciaux provenant du ministère de la coopération.

Et depuis peu, on découvre que dans cette association sous un vocable humanitaire en direction des pays sous-développés (dans son programme, il y avait aussi entre autres, l'organisation des stages pour des jeunes africains), les responsables se servent à grands bras des deniers publics.

Ne voit-on pas Yves Chalier, avec la complicité de ses associés, s'acheter un château en Sologne, sans compter les gestes généreux que fait ce monsieur à ses amis. C'est sûr que le gouvernement de Chirac ne râte pas l'occasion pour coïncider l'ex-ministre de gauche. On a fait beaucoup de bruits autour de cette histoire. Le nombre de personnes qui sont inculpées augmente périodiquement, au fur et à mesure que l'enquête continue. Et pour une escroquerie, cette histoire de "carrefour du développement" est une belle escroquerie. Ces messieurs ne se gênent pas pour se faire du fric sur le dos des pays pauvres.

Les Yves Chalier et compagnie sont incontestablement de petits salauds. Mais il y a de plus salauds qu'eux et qui ne sont pas objet de scandale. Lorsqu'un Chalier détourne une partie de l'argent destiné, dans le cadre de l'organisation du sommet de Bujumbura, à financer la construction des hôtels, l'installation d'un réseau télévisé, etc, on crie au scandale.

Mais pour les promoteurs de la construction des dits hôtels, pour les trusts qui ont installé le réseau, il n'y a pas de scandale. Leur profit autrement plus important que les détournements d'un Chalier, a été réalisé dans le cadre des "affaires" tout à fait normales de la société capitaliste.

S'il y a de la place dans les "affaires" africaines pour des chacals à la Chalier, c'est parce qu'il y a bien d'autres fauves capitalistes, bien plus grands et avec bien plus d'appétit, qui dépècent l'Afrique. L'Afrique est très pauvre pour l'écrasante majorité de ses habitants, mais elle ne l'est pas pour un certain nombre de capitalistes puissants capables de faire des profits, tout à fait licites, sur le dos des populations affamées.

Des profits tels qu'il en reste des miettes pour des petits margoulins à la Chalier, et ses amis et protecteurs du Parti Socialiste, aussi prêts à s'encanailler pour palper de l'argent acquis sur le dos des pauvres que leurs homologues de droite. C'est scandaleux, ces profits illicites. Oui. Mais le plus grand des scandales, c'est le système capitaliste, et ses profits licites.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.